



Déclaration liminaire

Par Eric Guellec

Monsieur le Président, chers collègues,

L'inflation est là et s'installe durablement dans notre pays comme partout en Europe. Tirés par la reprise économique post-covid et par les logiques de guerre commerciale et militaire qui sévissent en Ukraine notamment, les prix continuent de s'envoler et d'agir comme du poison pour le portemonnaie des classes populaires et des classes moyennes à l'approche d'un hiver qui s'annonce compliqué.

Pendant ce temps-là, le dérèglement climatique menace... Ce sont les leçons de l'été : la sécheresse et les pénuries d'eau ont frappé notre territoire métropolitain également.

Territoire de Brest métropole ainsi confronté à de nouveaux risques qu'il nous faut dorénavant collectivement anticiper, réduire, compenser au travers de chacune des politiques publiques que nous menons et que nous serons amenés à développer.

Saluons à ce sujet le travail remarquable des équipes d'Eau Du Ponant et de Brest métropole qui ont mis en œuvre avec efficacité les décisions adéquates et proportionnées de gestion de la ressource en eau que nous avons dû prendre en plein cœur de l'été.

Bouleversements climatiques, crise sociale et économique, crise de l'énergie, ces temps durs que nous vivons entraînent des effets boomerangs aux répercussions violentes dans le quotidien des habitantes et des habitants de Brest métropole : la vie chère, la difficulté à se loger, la difficulté à se chauffer, la difficulté à se nourrir, la difficulté à se déplacer, c'est la réalité concrète de la vie de tous les jours pour beaucoup de nos concitoyennes et de nos concitoyens.

Nous vivons une période de crises multiples o combien révélatrice, selon les communistes, d'un système d'organisation de notre société, le système capitaliste, incapable de répondre aux besoins humains des populations d'ans leur ensemble comme aux immenses défis écologiques, démocratiques et de civilisation qui se présentent. Dangereux pour les gens et pour le devenir de l'Humanité et de la Planète.

Aujourd'hui, les difficultés quotidiennes sont immenses. Avec cette spirale inflationniste, beaucoup de nos concitoyennes et de nos concitoyens tirent la langue pour payer leurs factures, les fins de mois sont de plus en plus difficiles à boucler et ce ne sont pas les mesurette gouvernementales, à coup de chèque énergie ou de bouclier tarifaire, qui résoudront la situation dans la durée.

Pour les collectivités locales, la situation devient également compliquée. Les contraintes sur nos budgets des services publics locaux se multiplient avec les hausses de dépenses d'énergies, des denrées alimentaires, des fournitures, etc. Cela intervient alors que nous ne bénéficions d'aucun soutien ni accompagnement digne de ce nom de la part de l'Etat pour faire face.

Au contraire, avec les perspectives du projet de loi de finances 2023 présenté par le Gouvernement, c'est un nouveau tour de vis à l'endroit des collectivités locales, l'austérité sans le dire en quelque sorte...

Là aussi, les mesures annoncées par le Gouvernement sont insuffisantes. Toutes les collectivités locales devraient avoir accès aux tarifs réglementés de l'électricité.

Malgré les contraintes qui vont continuer de peser sur les budgets du service public local, (vous l'avez rappelé M. Le Président), notre collectivité fera tout ce qui est son pouvoir pour répondre aux besoins de ses administrés.

L'hiver approche, la décision de rallumer son chauffage va constituer pour beaucoup autant un dilemme qu'une crainte. Elus communistes, dans ce contexte, nous disons que le renforcement de nos dispositifs d'aide au paiement des factures d'énergie pour les usagers devient primordial.

Alors que la sobriété est brandie comme nouvel étendard d'un avenir heureux, elle est de fait déjà subie par beaucoup : 12 millions de personnes vivent dans une situation de précarité énergétique, près d'un français sur deux a des difficultés à payer ses dépenses d'énergie... La sobriété est peut-être heureuse lorsqu'elle choisie, rarement vous en conviendrez quand elle est imposée.

Dans ce contexte, nous insistons donc sur le fait que chacune de nos décisions sera guidée par la nécessité de protéger nos concitoyennes et nos concitoyens pour répondre aux urgences qui se présenteront.

Dans le même temps, il nous faudra bien évidemment continuer d'investir massivement pour mener les grands chantiers de transition nécessaires à notre métropole.

Inscrits à notre Plan de Mandat, ils sont indispensables d'une part pour répondre aux difficultés qui frappent nos concitoyennes et nos concitoyens du fait de la crise : difficulté à se déplacer, difficulté à se loger, difficulté à se chauffer.

D'autre part, pour transformer durablement et au plus juste le fonctionnement de nos modes de production et de notre modèle de développement.

Et cela passera par une évolution dans nos manières de nous déplacer et de vivre au quotidien dans Brest métropole.

Notre agglomération n'a jamais été en reste sur ce sujet et n'a pas attendu qu'on lui dise quoi faire pour préparer les grands changements de transition énergétique de demain. Pas un conseil de Brest métropole sans que ne soient abordées ici la question climatique et la question énergétique au travers de nombreuses délibérations.

Nous allons continuer.

Nous allons continuer d'œuvrer à acquérir une part d'indépendance énergétique avec l'extension du réseau de chaleur urbain, avec l'installation de panneaux photovoltaïques sur nos bâtiments, avec l'utilisation d'une tranche croissante d'énergies renouvelables dans les consommations de nos collectivités.

Nous allons continuer d'investir dans la filière des Energies Marines Renouvelables.

Nous allons continuer la rénovation énergétique de nos bâtiments, de nos équipements, de nos infrastructures, qu'ils soient municipaux ou métropolitains, avec l'appui de Brest métropole Aménagement dont le savoir-faire profite et va continuer de profiter à d'autres collectivités, c'est une bonne chose.

Nous allons continuer de mener une politique de gestion durable de la ressource en eau avec les investissements nécessaires mais aussi, en ce qui concerne les élus communistes, avec une grande vigilance quant à l'évolution du prix de l'eau ces prochains mois afin que celle-ci ne pénalise pas les usagers les plus modestes.

Sur ce sujet, nous serons force de proposition quant à l'évolution des grilles tarifaires de l'eau vers davantage de solidarités ainsi que sur la création de nouveaux dispositifs au sein de la politique sociale de l'eau.

L'eau est un bien commun que nous avons sorti des griffes du marché il y a plusieurs années en créant Eau du Ponant, société publique et bel outil de coopération locale au service des populations plutôt que de la course aux profits.

Au plan national, c'est ce même mouvement de réappropriation qui doit l'emporter en ce qui concerne l'électricité et le gaz : sortir du marché libéralisé européen de l'énergie et créer un grand service public, avec EDF et GDF, qui permettrait d'agir avec force sur la régulation des tarifs aux usagers tout en s'appuyant sur les savoir-faire des travailleurs.

L'énergie, au sens large, est un bien commun essentiel, qui se doit d'être accessible à toutes et à tous, tant concernant le porte-monnaie qu'en termes d'accès territorial.

Je parlais des investissements nécessaires en matière de gestion durable de la ressource en eau : nous venons d'inaugurer, Monsieur le Président, le jardin inondable de Kertatupage. Ce projet est l'exemple que la dépense publique peut être utile et à la préservation de la Planète, à la prévention des risques et à l'amélioration du quotidien des habitants et habitantes de notre métropole.

Nous allons aussi continuer de promouvoir le recours aux transports publics collectifs comme alternative crédible à la voiture, avec le développement d'une deuxième ligne de Tram et d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service.

Nous souhaitons que ces deux projets soient menés de front durant le mandat, car nous estimons qu'ils sont de nature à répondre aux difficultés du moment qu'éprouvent nombre de nos concitoyennes et de nos concitoyens pour se déplacer au quotidien, pour aller travailler, en raison du montant toujours trop élevé des prix de l'essence.

Sur le financement du projet de deuxième ligne du tram et de BHNS, notons, Monsieur le Président, l'annonce du Gouvernement concernant la création d'un Fonds Vert doté d'1,5 milliard d'euros pour financer de nouveaux projets de transition énergétique sur l'ensemble du territoire français.

Plutôt que de servir au financement de ZFE, ces dispositifs profondément antisociaux qui vise à exclure certaines catégories de voitures et donc d'automobilistes de certains secteurs de nos villes, réunissons-nous, mes chers collègues, pour solliciter ces nouveaux fonds afin de soutenir notre projet couplé du Bus à Haut Niveau de Service et du tram.

Seul le prononcé fait foi.

Un projet qui, à l'inverse des ZFE, participera au droit à se déplacer pour tous dans notre agglomération.

Un sujet que nous avons déjà évoqué à plusieurs reprises, c'est celui de la gratuité d'accès aux transports publics collectifs. Nous y voyons une réponse forte aux problématiques présentes et aux enjeux à venir, qu'ils soient sociaux, écologiques, économiques aussi.

Nous proposons dans un premier temps d'avancer sur une expérimentation de la gratuité les WE, comme notre collectivité l'avait déjà mise en place les WE précédant les Fêtes de Noël et du jour de l'an. Nous en ferons le bilan à l'issue de la première année avec les usagers, les commerçants, afin d'en tirer les enseignements.

Oui, la gratuité coûte de l'argent public. Au même titre que d'autres projets, que d'autres actions. Cela relève effectivement de choix politiques.

Nous allons aussi continuer d'agir contre la précarité énergétique, avec Ener'gence, avec Tinergie en ce qui concerne la rénovation de l'habitat privé et avec les bailleurs sociaux, en ce qui concerne le logement public. Via des opérations de rénovations, avec de nouveaux projets d'habitat, accessibles à toutes et à tous et plus efficaces sur le plan énergétique.

Produire du logement, et en particulier du logement très social, pour continuer d'offrir des solutions à toutes celles et ceux qui souhaitent venir vivre ou rester vivre dans notre métropole. C'est aussi cela le droit à la ville pour tous.

Enfin, au programme de notre équipe métropolitaine Brest au Cœur, la COP 26 territoriale doit se dérouler le mois prochain dans notre métropole.

Elle sera l'occasion de réfléchir sur toutes les questions des transitions. Il n'y aura pas de réponse à la crise climatique sans justice sociale. Oui, il est possible de garantir l'accès aux besoins fondamentaux de toutes et de tous, tout en répondant au défi climatique.

C'est le message que nous, élus communistes, nous portons et nous continuerons de porter.

Je vous remercie.